

## Refonder l'Europe

### Stopper la marche vers la catastrophe

#### Maîtriser la crise par la solidarité et la démocratie

Cela ne peut et ne doit pas continuer ainsi. Le projet européen est dans l'impasse. L'Europe traverse une crise existentielle. Même avant la crise, elle était sur de mauvais rails : parce que la construction européenne était basée de façon unilatérale sur la stabilité monétaire et de mauvais critères pour la dette et les déficits, parce que la coordination des politiques économiques était défailante, parce que la dimension sociale a été négligée. La crise a été aggravée par une politique de dérégulation néolibérale et la rapacité sans bornes des élites financières, qui spéculent contre les pays en crise pour imposer une politique conforme à celle que souhaitent les marchés financiers. L'UE ne contribue pas à la solution mais aggrave la crise à travers le modèle néolibéral de subordination à la domination des marchés (financiers).

Au lieu de reconnaître que les causes de la crise sont les mauvaises politiques et la recherche effrénée du profit, on transforme les déficits des États en crise des dettes de l'État (social) afin de légitimer une politique désastreuse. Les dépenses publiques ainsi que les revenus sociaux ou du travail sont radicalement diminués à la suite d'injonctions européennes, on fait supporter aux salariés, aux chômeurs et aux retraités la charge du sauvetage des banques. Sont mis en œuvre une gouvernance économique et un «pacte budgétaire» imposé par le gouvernement allemand, qui menacent de détruire de façon irréparable la démocratie politique et sociale dans les États membres.

Cette politique est irresponsable et on doit y mettre fin sans délai. Elle est :

- économiquement contreproductive parce qu'elle étrangle la consommation privée et publique ainsi que les investissements publics et, par conséquent, la croissance et le développement ;
- socialement irresponsable parce qu'elle aggrave la fracture entre les États membres et au sein de ceux-ci ;
- destructrice pour la démocratie parce qu'elle met les processus démocratiques hors jeu et attaque les acquis de la démocratie sociale comme l'autonomie des négociations salariales et les systèmes de protection sociale.

Les conséquences catastrophiques de ces politiques apparaissent en Grèce. L'économie a été acculée à la récession, de larges secteurs de la société ont été

appauvris, de plus en plus de personnes se détournent avec amertume de l'Europe et la démocratie est étouffée sous la poigne de la « Troïka ».

Cette évolution doit être stoppée en Grèce et ne doit en aucune façon se renouveler dans d'autres pays. L'Europe doit retrouver un nouveau sentier de la croissance. Si on veut qu'elle ait un avenir comme projet solidaire et démocratique, il faut mettre la politique sur d'autres rails. État-membre le plus puissant sur le plan économique et politique, l'Allemagne a une responsabilité particulière. Nous demandons que la politique allemande cesse de jouer un rôle d'impulsion des politiques de crise destructrices, mais soit un guide pour leur réorientation.

Les mesures suivantes doivent être des priorités des politiques économiques :

- il faut imposer sévèrement les transactions financières. Ayant causé la crise, les acteurs des marchés financiers doivent être fortement mis à contribution pour financer la sortie de crise. Il faut réguler les marchés financiers et réglementer de façon nouvelle le secteur bancaire.
- Les pays de la zone euro doivent garantir en commun les emprunts d'État et les finances publiques doivent être découplées des marchés de capitaux.
- La politique monétaire européenne doit se donner, à côté de la stabilité monétaire, des objectifs en matière de croissance et d'emploi.

Les syndicats et la politique allemande sont concernés aussi. En Allemagne, les salaires doivent augmenter davantage qu'au cours des années passées pour stopper les transferts en faveur du capital, pour renforcer le Marché commun et corriger les déséquilibres au sein de l'UE. Une rerégulation complète du marché du travail et une réduction des secteurs à bas salaires et de la précarité s'imposent aussi.

Mais ces mesures ne suffiront pas. Un changement de cap suppose des changements fondamentaux :

- Pour rendre possible sous le même toit européen la coopération entre des économies inégalement productives, il est indispensable que l'UE se développe comme espace de transferts. Ces transferts contribuent à la résorption des déséquilibres au sein la zone euro. Pour cela, il faut des accords sur les droits et les devoirs des États contributifs et de ceux qui bénéficient des transferts. Grâce à des aides, il faut ouvrir des perspectives de développement aux États très endettés.
- L'Europe a besoin d'un renforcement de la démocratie. L'UE n'a pas d'avenir comme projet pour les élites. Les orientations politiques doivent respecter strictement les traités et les institutions européens. Les gouvernements n'ont aucun mandat pour mener des politiques de crise contournant les Parlements.

Pour les questions européennes clés, les peuples doivent être consultés.

- L'Europe doit être refondée ! Le processus d'unification a besoin d'une nouvelle idée directrice qui soit identifiante. De plus en plus de personnes mettent l'Europe en relation avec les dettes publiques, la casse sociale et la bureaucratie. Elles refusent sympathie et soutien à l'Europe. Si on veut que l'Europe ait un avenir, il faut rechercher activement le soutien et l'accord des populations. Dans l'espace public européen, les acteurs doivent se mettre d'accord pour faire de l'Europe sociale et démocratique une idée-phare.
- Nous plaidons pour un mouvement citoyen et social européen, qui agisse contre la désastreuse politique de crise et pour un changement de cap politique radical. Un premier pas dans ce sens doit être le refus du «pacte budgétaire » dans sa forme actuelle et la renégociation du cadre des politiques budgétaires. Nous exigeons des responsables politiques, et lançons un appel en ce sens aux syndicats et à la société civile, que :

**La marche de l'Europe vers la catastrophe soit stoppée, grâce à une politique économique plus raisonnable, la justice sociale et la démocratie ! L'Europe a besoin d'un débat public pour un nouvel avenir solidaire et démocratique.**

#### **Initiateurs de l'appel « Refonder l'Europe »:**

- Frank Bsirske (Ver.di)
- Annelie Buntenbach (DGB)
- Prof. Dr. Rudolf Hickel (Wirtschaftswissenschaftler)
- Dr. Steffen Lehndorff (Sozialwissenschaftler)
- Dr. Hans-Jürgen Urban (IG Metall)
- 

#### **Premiers signataires**

- Prof. Dr. Elmar Altvater (Sozialwissenschaftler)
- Prof. Dr. Hans-Jürgen Bieling (Sozialwissenschaftler)
- Prof. Dr. Gerhard Bosch (Sozialwissenschaftler)
- Prof. Dr. Ulrich Brand (Sozialwissenschaftler)
- Prof. Dr. Klaus Busch (Sozialwissenschaftler)
- Prof. Dr. Frank Deppe (Sozialwissenschaftler)
- Prof. Dr. Klaus Dörre (Sozialwissenschaftler)
- Christoph Ehlscheid (IG Metall)

- Prof. Dr. Andreas Fisahn (Rechtswissenschaftler)
- Edith Großpietsch (IG Metall)
- Prof. Dr. Jürgen Habermas (Philosoph)
- Dr. Dierk Hirschel (Ver.di)
- Dr. Martin Höpner (Sozialwissenschaftler)
- Prof. Dr. Gustav Horn (Wirtschaftswissenschaftler)
- Alexander Kirchner (EVG)
- Prof. Dr. Birgit Mahnkopf (Sozialwissenschaftlerin)
- Claus Matecki (DGB)
- Hartmut Meine (IG Metall)
- Franz-Josef Möllenberg (NGG)
- Jürgen Peters (IG Metall)
- Klaus Pickshaus (IG Metall)
- Wolfgang Pieper (Ver.di)
- Prof. Dr. Dieter Sauer (Sozialwissenschaftler)
- Armin Schild (IG Metall)
- Dieter Scholz (DGB)
- Dr. Thorsten Schulten (Sozialwissenschaftler)
- Prof. Dr. Michael Schumann (Sozialwissenschaftler)
- Helga Schwitzer (IG Metall)
- Michael Sommer (DGB)
- Franz Steinkühler (IG Metall)
- Ulrich Thöne (GEW)
- Dr. Alexandra Wagner (Sozialwissenschaftlerin)
- Detlef Wetzels (IG Metall)
- Klaus Wieseberg (IG BAU)
- Bernhard Witthaut (GdP)
- Dr. Frieder Otto Wolf (Philosoph)
- Prof. Dr. Karl Georg Zinn (Wirtschaftswissenschaftler)